



« Maintenant, on attend des actes et pas juste une prime »

LIBOURNE À l'hôpital Robert-Boulin, où une quarantaine de membres du personnel ont manifesté hier midi, on attend les mesures gouvernementales



Ce lundi midi devant l'hôpital Robert-Boulin, à Libourne. PH. J.-C. G.

fermetures de lits n'échappera pas non plus à cet examen de conscience. En vingt ans, près de 100 000 lits ont été supprimés dans les cliniques et hôpitaux.

Temps de travail

Hier, Édouard Philippe a plaidé pour des « changements radicaux », « rapides », « assumés », s'appuyant sur des « moyens nouveaux ». Lesquels pourraient inclure l'explosive question du temps de travail à l'hôpital public.

Ce n'est « pas un tabou », a souligné le Premier ministre. « Le ma-

tre-mot sera celui du pragmatisme. Je ne préjuge pas ici du résultat des discussions qui se tiendront dans les prochains jours, mais j'ai dit qu'il fallait lever les contraintes de toute nature. Le temps de travail doit être regardé de la même façon ».

Si les négociations promettent d'être serrées, difficile de ne pas rappeler que la dernière grande consultation, celle sur la réforme des retraites, s'était terminée par une rupture avec les syndicats.

De quoi mettre un peu plus la pression sur les épaules de l'exécutif.

« On prend les mercis mais on n'oubliera pas. » Sur les grilles clôturant le parc de l'hôpital Robert-Boulin, à Libourne, une banderole gonflée par le vent s'adresse aux passants. En pleine ouverture du « Ségur de la santé », alors que les applaudissements du 20 heures au personnel soignant se font plus timides, ils sont une quarantaine d'agents ce lundi midi à battre la pelouse devant le nouvel établissement girondin reconstruit tout récemment et inauguré il y a un peu moins de deux ans par Agnès Buzyn.

Lors de la visite, en septembre 2018, de l'ancienne ministre de la Santé, qui peaufinait alors son projet de loi, plusieurs d'entre eux avaient déjà tapé du pied et donné de la voix – soigneusement mis à l'écart – afin de réclamer davantage « de moyens humains » ou la fin de ces « journées de dingue ».

Emmanuel Macron a dernièrement reconnu « une erreur dans la stratégie » de la réforme du système de santé, son prédécesseur François Hollande admis hier « une part de responsabilité. » (lire ci-contre)

« Il y en a marre ! répond Sylvain Gaillot, syndicaliste Force Ouvrière. Qu'ils écoutent les hospitaliers ! Depuis la mise en place de la T2A (tarification à l'activité, NDLR) et l'installation de gestionnaires à la tête des hôpitaux, on répète que la situation se dégrade. Et cette politique, tous les gouvernements successifs l'ont poursuivie. »

750 malades du Covid accueillis

L'établissement, premier employeur de la ville, en deuxième rideau dans la lutte contre le Covid-19 en Gironde, a accueilli plus de 750 personnes contaminées depuis mars. Quinze y sont décédées depuis le début de l'épidémie.

Sans jamais avoir été « dans le rouge », Robert-Boulin, qui continue de recevoir quelques cas, a vécu un sacré remue-ménage.

« Moi, j'ai sacrifié ma vie de famille pendant des semaines, raconte une aide-soignante au bloc opératoire, quinquagénaire désirant rester anonyme. Mes enfants, je les ai laissés à leur père durant un mois et demi, de peur de les contaminer. Mainte-

nant, depuis le déconfinement, on observe une montée en charge du nombre de patients. Tout redevient comme avant. On devait ouvrir seu-

« On doit toujours effectuer plus de tâches, il faut être "multidisciplinaires". Soumis en fait »

lement cinq salles, on en ouvre sept finalement. On doit toujours effectuer plus de tâches, il faut qu'on soit "multidisciplinaires", c'est le nouveau mot. Soumis en fait... » Elle gagne 1 600 euros par nuit, primes de nuits ou de week-ends comprises.

Devant l'hôpital libourmais, les patients font la queue au comptegouttes afin d'accéder aux consultations. L'établissement doit toujours jongler entre l'activité « Covid » devenue certes modeste et le retour à « la normale », qui reprend progressivement. Un travail d'équilibriste qui accouche « d'organisations doublées et nécessite effectivement des ressources humaines », explique un membre de la direction.

Solidarité et motivation accrue

Aux urgences, le double circuit est toujours d'actualité. La médecin Juliane Bosc, contactée par téléphone, y a vécu le coronavirus de plein fouet. « Cela nous a bien essorés », dit-elle en préambule. Mais tout ne fut pas si noir. « C'est une expérience

de solidarité qui redonne de la motivation dans notre travail, explique notamment l'urgentiste. Nous avons retrouvé les principes de pourquoi nous nous étions engagés dans l'hôpital public [...]. La bête noire des services d'urgence tout particulièrement, ce sont les lits d'aval. Et pendant le Covid-19, nous avons pu hospitaliser nos patients. »

Alors elle espère, sans trop y croire, que « Monsieur Véran » augmentera le nombre de lits et de personnels, privilégiera les médecins titulaires aux intérimaires et reverra à la hausse les salaires des paramédicaux parce que « c'est évident qu'ils sont sous-payés. »

« Envie d'y croire »

Ce lundi, Thibault, élève en soins infirmiers d'une vingtaine d'années, reprenait justement l'école après plusieurs semaines de contrat au sein d'un secteur Covid des urgences libourmais. Au terme de trois ans d'étude, il pourrait débiter cet été son métier d'infirmier pour 1650 euros nets par mois.

Le « Ségur de la santé », il a « envie d'y croire. » « Cela fait des années que nous essayons de nous faire entendre, indique-t-il. Le point positif de cette crise sanitaire c'est d'avoir obtenu la reconnaissance morale de nos dirigeants et des citoyens. Maintenant, on attend des actes et pas juste une prime. »

Jean-Charles Galiacy

Hollande assume sa part

L'ancien président de la République François Hollande a reconnu hier une « part de responsabilité dans la situation de l'hôpital », tout en critiquant l'absence de contrôles réguliers des stocks de masques depuis 2017. « Depuis des années on a contraint l'hôpital, et j'y ai pris ma part », a-t-il déclaré sur France Inter. « On a mis une suradministration, que le personnel rejette, un codage d'actes et la tarification qui les a obligés à remplir plus de papiers que de soigner », a détaillé l'ex-chef de l'État socialiste (de 2012 à 2017). Il a clairement rejeté l'hypothèse de la fin des 35 heures pour les soignants, avancée par le ministre de la Santé : « De grâce, ne supprimons pas ce qui est regardé comme un acquis social. »

Interrogé sur la baisse des stocks de masques sous sa présidence, François Hollande l'a expliqué par « une décision prise en 2011 de ne pas centraliser le stockage des masques comme avant. En 2013, l'administration a considéré qu'il fallait la confirmer pour mettre les masques là où ils sont utilisés : collectivités, hôpitaux, entreprises [...] Je pense que cette orientation, fondée sur la proximité et l'efficacité, était la bonne, mais ça supposait un contrôle du stockage des masques. Moi je l'ai fait trois fois », a-t-il argué, précisant : « Il y avait un peu moins d'un milliard de masques quand je suis arrivé et 740 millions quand je suis parti. » « Peut-être n'y a-t-il pas eu assez de renouvellement de masques périmés ». Mais « quand la crise sanitaire a démarré, il n'y en avait plus que 140 ou 150 millions, ça veut dire que des masques ont été détruits », a pointé François Hollande estimant que « ce qui n'a pas été fait suffisamment depuis 2017, c'est une vérification régulière du stock de masques ». Il est favorable à une commission d'enquête sur le sujet mais semble se méfier de la nécessité de chercher un bouc émissaire alors qu'« il y a un moyen de trouver la sanction » : le vote.